

**Accord collectif national**

**EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES  
(EMPLOI)**

**(2 octobre 1984)**

(Etendu par arrêté du 31 mai 1994,  
*Journal officiel* du 11 juin 1994)

**AVENANT N° 3 DU 19 JANVIER 2006 (1)**

NOR : AGRS0697078M

Entre :

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ;  
La fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FNCUMA) ;  
L'union nationale des entrepreneurs du paysage (UNEP) ;  
Les entrepreneurs du territoire (EDT) ;  
La fédération nationale du bois (FNB) ;  
L'union syndicale des rouisseurs tailleurs de lin de France (USRTL),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;  
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;  
La fédération de l'agriculture CFTC-AGRI ;  
Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'accord du 2 octobre 1984 et ses avenants sont modifiés et remplacés par les dispositions suivantes :

**Champ d'application**

Le présent accord est applicable sur l'ensemble du territoire français (métropole et départements d'outre-mer) aux salariés et employeurs des exploitations et entreprises agricoles ayant une activité définie à

---

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

l'article L. 722-1 du code rural, 1° (à l'exception des centres équestres et des parcs zoologiques), 2°, 3° et 4°, ainsi qu'aux coopératives d'utilisation de matériel agricole.

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### *Commissions paritaires de l'emploi en agriculture*

#### Article 1.1

##### *Création*

##### *de commissions paritaires nationale et régionales de l'emploi*

Les parties signataires décident de constituer :

- une commission paritaire nationale de l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles (CPNE) ;
- des commissions paritaires régionales de l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles (CPRE).

La CPNE détermine la politique que les parties signataires conviennent de mettre en œuvre en matière d'emploi et de formation professionnelle des salariés des exploitations et entreprises agricoles. Elle a notamment pour mission :

- en application des accords conclus au niveau national et pour les questions définies par eux, de fixer des orientations, des modalités de mise en œuvre de certaines dispositions et éventuellement d'en assurer un suivi ;
- d'alerter la commission paritaire des problèmes éventuels et difficultés rencontrés lors de la mise en œuvre et l'application de certains accords ;
- de coordonner les actions entreprises par le fonds d'assurance formation des salariés d'exploitations et entreprises agricoles (FAFSEA), d'une part, par l'association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture (ANEFA), d'autre part.

Dans le cadre de la politique déterminée par la CPNE, les CPRE ont notamment pour mission au niveau régional à partir des orientations et décisions de la CPNE prises en application des accords :

- de déterminer les priorités, en fonction des besoins régionaux et départementaux, des actions en matière d'emploi, en assurer la coordination et le suivi, y compris pour celles mises en œuvre par les associations paritaires départementales et régionales pour l'emploi et la formation en agriculture conventionnées avec l'ANEFA ;
- d'analyser les besoins de formation localement, élaborer des reconnaissances paritaires professionnels ou participer à la mise en place de CQP en liaison et sous le contrôle de la CPNE, de coordonner les actions entreprises par les commissions paritaires régionales (CPR) du FAFSEA ;
- d'établir des relations avec les organismes et/ou instances chargés des questions d'emploi et de formation pour faciliter la mise en œuvre des politiques et actions impulsées par les partenaires sociaux agricoles, voire pour favoriser leur développement.

#### Article 1.2

##### *Compétences en matière de politique de l'emploi*

En ce qui concerne la politique de l'emploi, la CPNE et les CPRE ont pour mission :

- de permettre l'information réciproque des organisations signataires sur la situation de l'emploi en agriculture ;

- de procéder ou de faire procéder à des études en vue de permettre une meilleure connaissance de la situation de l'emploi, son évolution passée et son évolution prévisible à moyen et à long terme, compte tenu notamment de l'environnement économique, technologique, social et professionnel ;
- de promouvoir une politique concertée de l'emploi en agriculture en liaison avec les pouvoirs publics, les administrations, les organisations professionnelles et les organismes de placement concernés.

En outre, la CPNE ou les CPRE sont consultées ou peuvent être consultées par tout organisme ou autorité compétente non seulement dans le cas prévus par les textes légaux ou conventionnels mais pour toutes questions liées à des actions en matière d'emploi concernant exclusivement ou non les entreprises et salariés agricoles.

Pour exemples de consultations :

- préalablement à la conclusion de conventions du FNE entre l'Etat et une organisation professionnelle relevant du champ d'application du présent accord ;
- préalablement à l'attribution, dans le cadre de la politique de l'emploi, d'une aide financière accordée par l'Etat, la région, le département, la commune ou un établissement public, à un organisme, de quelque nature qu'il soit, intervenant dans le champ d'application professionnel du présent accord et notamment les associations intermédiaires.

### Article 1.3

#### *Compétences*

#### *en matière de politique de la formation professionnelle*

En ce qui concerne la politique de la formation professionnelle, la CPNE et les CPRE ont pour missions :

- de permettre l'information réciproque des organisations signataires sur les problèmes relatifs à la formation professionnelle en agriculture ;
- de procéder ou de faire procéder à des études en vue de permettre une meilleure connaissance de la nature des emplois en agriculture, une meilleure corrélation entre définitions des emplois et formations correspondantes, l'évolution passée des emplois et leur évolution prévisible à moyen et long terme, compte tenu notamment des mutations technologiques et des transformations des structures de production ;
- de procéder ou de faire procéder à des études en vue de permettre une meilleure connaissance des moyens de formation, de perfectionnement et de reconversion professionnels existants pour les différents niveaux de qualification et de rechercher les moyens propres à assurer leur pleine utilisation, l'adaptation à l'évolution des emplois et leur développement et de formuler à cet effet, toutes les observations et propositions utiles ;
- de procéder périodiquement à l'examen de l'évolution des diplômes et titres définis par les ministères compétents et de valider les formations dispensées par l'enseignement agricole public ou privé et les centres de formation professionnelle au regard des classifications des emplois dans les conventions collectives de travail ;

- de promouvoir une politique concertée de formation professionnelle en agriculture en liaison avec les pouvoirs publics, les administrations, les organisations professionnelles et les organismes de formation concernés, et, notamment de définir :
  - la politique de professionnalisation et du droit individuel à la formation ;
  - la politique du congé individuel de formation mise en œuvre dans le cadre de l'accord national du 24 mai 1983 révisé par l'avenant n° 6 du 9 février 2005 ;
  - les politiques de formation et de reconversion adaptées aux problèmes spécifiques des salariés agricoles médicalement inaptes à l'emploi occupé, ou licenciés pour motif économique, aux saisonniers agricoles et aux travailleurs immigrés employés en agriculture ;
  - la politique d'insertion, de formation et de reconversion des travailleurs handicapés.

En outre, la CPNE et, le cas échéant, les CPRE sont consultées par l'administration compétente :

- préalablement à la conclusion, par l'Etat ou la région avec une branche professionnelle relevant du champ d'application du présent accord, de contrats d'objectifs relatifs aux premières formations technologiques et professionnelles ;
- préalablement à la conclusion de contrats d'études sur les perspectives d'évolution des emplois et des qualifications au niveau d'une profession agricole, dès lors que sont sollicités des concours financiers de l'Etat. Elles sont informées de l'exécution de ces engagements ;
- préalablement à la conclusion d'engagements de développement de la formation entre l'Etat et la profession agricole. Elles sont informées de l'exécution de ces engagements.

#### Article 1.4

##### *Composition de la CPNE et des CPRE*

La CPNE comprend 2 représentants titulaires et 1 suppléant de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et un nombre de représentants des organisations professionnelles des employeurs signataires égal au total des membres salariés.

Les CPRE comprennent 1 représentant titulaire et 1 suppléant de chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et un nombre de représentants des organisations professionnelles des employeurs signataires égal au total des membres salariés.

Les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et les organisations nationales signataires du présent accord désignent leurs représentants à la CPNE et aux CPRE par lettre adressée au secrétariat de la CPNE. Le mandat des représentants ainsi désignés est de 2 ans. Les représentants désignés peuvent être remplacés en cours de mandat, et pour la durée du mandat restant à courir, par la même procédure.

## Article 1.5

### *Fonctionnement de la CPNE et des CPRE*

#### Composition

La CPNE et les CPRE élisent en leur sein un bureau composé d'un président appartenant à l'un des collèges et un secrétaire général appartenant à l'autre collège. La durée du mandat des membres du bureau est de 2 ans. Les fonctions de président et de secrétaire général sont assurées alternativement par le collège des employeurs et le collège des salariés.

#### Réunion

La CPNE et les CPRE fixent la périodicité de leurs réunions, qui ne devrait pas être inférieure à une réunion par semestre. Les suppléants sont systématiquement convoqués aux réunions en même temps que les titulaires. Ils reçoivent tous les documents de travail et comptes rendus et peuvent assister aux réunions.

La CPNE et une CPRE ne peuvent valablement se réunir que si le quorum mentionné ci-après est obtenu :

Le collège « employeurs » doit être représenté par au moins 3 membres effectivement présents.

Le collège « salariés » doit être également représenté par au moins 3 membres effectivement présents, représentant au moins 2 organisations syndicales différentes.

En cas de difficulté de fonctionnement pour les réunions, la CPNE peut autoriser des dérogations.

#### Décisions

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Les membres de la CPNE ou d'une CPRE peuvent être représentés par un autre membre appartenant au même collège, porteur d'un mandat écrit et signé.

Le collège des employeurs et celui des salariés doit disposer d'un nombre égal de voix.

Pour égaliser les voix de chaque collège, la règle suivante est appliquée :

- chaque collège dispose au total, d'un nombre de voix égal au produit (nombre de présents ou représentés du collège employeurs)  $\times$  (nombre de présents ou représentés du collège salariés) ;
- chaque membre dispose d'un nombre de voix égal au nombre de membres présents ou représentés du collège auquel il n'appartient pas.

Exemple :

- nombre d'employeurs présents ou représentés : 4 ;
- nombre de salariés présents ou représentés : 6 ;
- chaque collège dispose de  $4 \times 6 = 24$  voix ;
- chaque membre employeur dispose de 6 voix ;
- chaque membre salarié dispose de 4 voix.

## Indemnisation

Pour les réunions de CPNE, et dans la limite de 3 réunions par an pour les CPRE, les membres désignés pour y siéger sont indemnisés à l'exception de ceux qui relèvent d'une activité de société de courses ou d'entraînements de chevaux de courses dans l'attente de négociations entre les partenaires sociaux concernés sur la même base que celle définie par l'AFNCA, s'ils sont en activité dans un des secteurs représentés par des organisations professionnelles d'employeurs signataires. Les salaires et charges (y compris les congés payés afférents) correspondant au temps passé sont remboursés à l'employeur.

La CPNE et les CPRE contribuant au développement et à la promotion de l'emploi et de la formation en agriculture, la prise en charge de cette indemnisation est assurée par l'ANEFA.

Les salariés ou employeurs retraités depuis moins de 5 ans au jour de leur désignation ou lors du renouvellement de leur désignation, peuvent être désignés pour siéger dans une CPRE ou à la CPNE, dans ce cas seuls leurs frais de déplacement et éventuellement de repas sont indemnisés sur la même base que ceux appliqués aux salariés en activité par l'AFNCA.

Les demandes d'indemnisation sont adressées au secrétariat de la CPNE ou de la CPRE qui transmet à l'ANEFA selon les modalités définies par la CPNE et avec les documents demandés et dûment complétés par les personnes concernées.

## Secrétariat

Le secrétariat de la CPNE est assuré par la FNSEA. Le secrétariat de la CPRE est assuré par la FRSEA.

A l'issue de chaque réunion, le secrétaire établit un projet de compte rendu qui est adressé à tous les membres de la commission et soumis à l'approbation de la commission lors de la réunion qui suit.

## Article 1.6

### *Création de section professionnelle au sein de la CPNE*

La CPNE peut décider de créer une ou plusieurs sections professionnelles nationales de sa propre initiative ou à la demande d'un secteur professionnel.

### *Missions de la section professionnelle*

Les missions d'une section professionnelle sont définies par la CPNE.

Les travaux de la section professionnelle nationale doivent être approuvés par la CPNE qui décide alors de la suite à leur donner : intégration dans ses décisions d'orientation transmission aux organismes ou instances concernés en veillant à la coordination, à la compatibilité de ces travaux avec les accords nationaux et orientations déjà prises par elle.

## Composition

La section professionnelle nationale est composée d'un représentant par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et d'un nombre équivalent d'employeurs désignés par l'organisation professionnelle

signataire du présent accord représentant le secteur concerné. Les désignations sont faites au secrétariat de la CPNE qui en informe le secrétariat de la section professionnelle nationale concernée.

Le président et/ou le secrétaire général, ainsi que le secrétariat de la CPNE peuvent assister s'ils le souhaitent aux réunions des sections professionnelles.

### Secrétariat

Le secrétariat de la section est assuré par l'organisation professionnelle patronale du secteur concerné. Toutes convocations, documents établis par la section doivent être transmis pour information au secrétariat de la CPNE.

### Indemnisation

Les salariés et les employeurs siégeant dans une section professionnelle nationale décidée par la CPNE sont indemnisés selon les mêmes modalités et règles que les membres des CPNE dans la limite de 3 réunions par an. La condition d'activité s'appréciant par rapport au secteur concerné par la section professionnelle. Pour les salariés d'un employeur d'une société de courses ou entraîneurs de chevaux de courses, l'indemnisation est assurée directement par celui-ci. Les représentants employeurs des sociétés de courses ou entraîneurs de chevaux de courses ne peuvent prétendre à une indemnisation en cas de participation à des réunions de la CPNE ou d'une éventuelle section professionnelle de la CPNE dans l'attente de négociations entre les partenaires sociaux concernés.

## CHAPITRE II

### *Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture (ANEFA)*

#### Article 2.1

##### *Création de l'ANEFA*

Les organisations signataires du présent accord conviennent de constituer une « association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture » (ANEFA).

L'objet de cette association est de mettre en œuvre les décisions de la commission paritaire nationale de l'emploi dans les exploitations et entreprises agricoles en collaboration avec les organisations professionnelles, les administrations, les organismes publics ou privés concernés par les questions relatives à la formation et à l'emploi des salariés de l'agriculture.

Le conseil d'administration et le bureau de l'ANEFA sont paritairement composés par les délégations représentant, d'une part, les organisations syndicales de salariés, d'autre part, les organisations d'employeurs, signataires du présent accord.

## Article 2.2

### *Financement de l'ANEFA*

Les ressources de l'ANEFA sont notamment constituées par une cotisation due par les employeurs et les salariés entrant dans le champ d'application du présent accord à l'exclusion de ceux relevant d'une activité de sociétés de courses ou d'entraînements de chevaux de courses dans l'attente de négociations entre les partenaires sociaux concernés.

Le taux de cette cotisation est fixé à 0,02 % des salaires constituant l'assiette des cotisations d'assurances sociales agricoles, à raison de 0,01 % pour la part patronale et 0,01 % pour la part salariale.

Cette cotisation est recouvrée par les caisses de mutualité sociale agricole en même temps et dans les mêmes conditions que la cotisation affectée au financement de la négociation collective en agriculture due en application de l'accord national du 21 janvier 1992.

## CHAPITRE III

### *Statut des salariés membres d'instances paritaires*

#### Article 3.1

##### *Statut des salariés membres d'instances paritaires du FAFSEA*

Les salariés en activité employés par une exploitation ou une entreprise adhérente au FAFSEA qui sont membres d'une instance paritaire du FAFSEA bénéficient d'une autorisation d'absence dans les cas suivants :

1. Pour participer aux réunions de l'instance dont ils sont membres et auxquelles ils ont été régulièrement convoqués. Ces instances sont :

- les commissions paritaires départementales (CPD) ;
- les commissions paritaires régionales (CPR) ;
- le conseil d'administration et son bureau ;
- commission paritaire nationale d'une section professionnelle spécifique à une branche ;
- commission paritaire nationale de la section professionnelle générale.

En outre, les membres de CPR peuvent s'absenter pour participer aux réunions des CPD de leur région.

2. Pour participer à des actions de formation à leurs fonctions organisées par l'organisation syndicale qu'ils représentent. L'action de formation doit être conforme aux dispositions du règlement intérieur du FAFSEA. Le nombre de jours d'absence à ce titre est limité à 5 par période de 2 années consécutives.

Le salaire des salariés ainsi autorisés à s'absenter est maintenu par l'employeur, lequel est remboursé conformément aux règles fixées par la convention du 23 novembre 1972 créant le FAFSEA révisé par ses avenants, le règlement intérieur du FAFSEA et les délibérations du conseil d'administration du FAFSEA.

#### Article 3.2

##### *Statut des salariés membres du conseil d'administration d'une association « emploi-formation »*

Les salariés en activité à l'exclusion des sociétés de courses ou d'entraînements de chevaux de courses employés par une exploitation ou une entreprise agricole relevant du champ d'application du présent accord, qui sont



membres du conseil d'administration de l'association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture (ANEFA) ou d'une association « emploi-formation » régionale ou départementale conventionnée par l'ANEFA, bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions de l'instance dont ils sont membres et auxquelles ils ont été régulièrement convoqués.

Le salaire des salariés ainsi autorisés à s'absenter est maintenu par l'employeur, lequel est éventuellement remboursé conformément aux dispositions des statuts et du règlement intérieur de l'association concernée.

### Article 3.3

#### *Statut des salariés membres de la CPNE ou d'une CPRE ou d'une section professionnelle de la CPNE*

Les salariés en activité employés par une exploitation ou une entreprise agricole relevant du champ d'application du présent accord qui sont membres de la CPNE, d'une CPRE ou d'une section professionnelle de la CPNE bénéficient d'une autorisation d'absence pour participer aux réunions de la commission dont ils sont membres et auxquelles ils ont été régulièrement convoqués. Le salaire des salariés ainsi autorisés à s'absenter est maintenu par l'employeur lequel est remboursé par l'ANEFA. Toutefois, l'ANEFA ne rembourse pas les salaires et frais versés par les employeurs des sociétés de courses ou entraîneurs de chevaux de courses dans l'attente de négociations entre les partenaires sociaux concernés.

### Article 3.4

#### *Dispositions communes aux absences visées aux articles 3.1, 3.2 et 3.3*

L'autorisation d'absence visée aux articles 3.1, 3.2 et 3.3 ci-dessus ne peut être refusée par l'employeur que dans le cas où il estime, après avis conforme des représentants du personnel s'il en existe, que cette absence pourrait avoir des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise. Le refus de cette autorisation d'absence par l'employeur doit être motivé. En cas de différend, le président et le secrétaire général de l'instance paritaire dont le salarié est membre peuvent être saisis par l'une des parties et pris pour arbitre. En dernier recours, c'est l'inspecteur du travail qui peut être pris pour arbitre.

Les absences autorisées en application des articles 3.1, 3.2 et 3.3 ci-dessus sont assimilées au travail effectif au même titre que les périodes assimilées citées à l'alinéa 2 de l'article 6.1 de l'accord national du 23 décembre 1981 sur la durée du travail en agriculture.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entre en vigueur le lendemain de sa signature.

## **Article 3**

### *Dépôt d'extension*

Le présent accord est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 19 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)